

INDONÉSIE

Les groupes de défense des droits humains préoccupés par la dégradation de la situation en Aceh

Index AI : ASA 21/047/00

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International et Human Rights Watch ont lancé aujourd'hui un avertissement : l'incapacité du gouvernement indonésien à gérer la situation en Aceh, qui se détériore rapidement, et à combattre l'insécurité engendre une très forte augmentation des cas de violation des droits humains.

« Enlèvements, exécutions illégales et actes de torture se pratiquent quotidiennement sur tout le territoire de l'Aceh. Le gouvernement civil ne maîtrise plus grand-chose et personne à Jakarta ne semble vraiment prêter attention à la situation des droits humains dans le district, ont déclaré les deux organisations.

« Outre le Timor occidental, les gouvernements

qui fournissent une aide financière à l'Indonésie doivent de toute urgence rajouter l'Aceh à la liste des questions à traiter lors de leur réunion annuelle qui se tiendra en octobre ».

Les deux grandes organisations internationales de défense des droits humains ont appelé à la suspension immédiate de tous les membres de la police ou de l'armée (y compris les officiers supérieurs) soupçonnés d'avoir été impliqués dans des actes violant les droits de la personne, qu'ils y aient participé directement, qu'ils les aient cautionnés ou qu'ils les aient tolérés. Elles demandent également que soit créée une commission d'enquête indépendante composée d'experts chargés d'enquêter sur les violations

des droits humains commises récemment et que les coupables présumés soient jugés conformément aux normes internationales d'équité.

Ces dernières semaines, les défenseurs des droits humains, le personnel des organisations humanitaires et les responsables politiques ont été la cible d'attaques en nombre croissant, commises en particulier par la brigade de police mobile (Brimob), impliquée dans nombre de cas récents de violations des droits de la personne.

Le gouvernement indonésien et le groupe d'opposition armé Gerakan Aceh Merdeka (GAM, Mouvement pour l'Aceh libre), se sont engagés à protéger le personnel des organisations humanitaires aux termes de l'accord de cessez-le-feu connu sous le

« La question de la protection des droits humains est un préalable essentiel à la résolution durable du conflit en Aceh. Les attaques répétées contre des civils connus et

nom de « pause humanitaire » ; les attaques contre des civils n'ont cependant pas cessé. Le 24 septembre, cet accord a été prolongé jusqu'au 15 janvier 2001.

« L'accord conclu avec le GAM sur la reconduction du cessez-le-feu n'aura aucune portée si le gouvernement du président Wahid ne peut empêcher les forces de sécurité indonésiennes de torturer et tuer des civils » ont déclaré les deux organisations.

Selon ces organisations, le gouvernement est fondé à considérer que les fréquentes attaques lancées par le GAM contre l'armée et la police indonésiennes représentent une menace pour la sécurité, mais la réaction des forces de sécurité, loin de résoudre ce problème, contribue à l'aggraver.

respectés ne peuvent conduire qu'à un ressentiment croissant à l'égard du pouvoir central et à un accroissement de l'instabilité » concluent Amnesty International et

Human Rights Watch.

La liste des violations des droits humains dans lesquelles aurait été récemment impliquée la *Brimob* comporte notamment les faits suivants :

- le 19 septembre, deux étudiants, militants du SIRA (Centre d'information sur le référendum en Aceh), ont été interpellés à Banda Aceh par des membres de la *Brimob*, l'arme au poing, puis frappés à coups de crosse, de câble électrique et de ceinture et menacés avec des couteaux ;

- le 16 septembre, Safwan Idris, universitaire respecté, recteur de l'Institut islamique d'État Ar-raniry à Banda Aceh, partisan d'une résolution pacifique du conflit dont l'Aceh est le théâtre et candidat au poste de gouverneur, a été assassiné à son domicile ; la moto utilisée par les tueurs aurait été aperçue au moment où elle pénétrait dans des locaux appartenant à la *Brimob* ;

- le 27 août, trois employés de l'organisation humanitaire Oxfam travaillant dans le sud de l'Aceh ont dû être hospitalisés après avoir été torturés par des membres de la

Brimob ; tous trois avaient été frappés, l'un d'eux avait un ongle arraché et souffrait de brûlures infligées au moyen de cigarettes.

Selon les statistiques gouvernementales, 40 civils et 21 membres des forces de sécurité ont été tués depuis l'instauration de la « pause humanitaire » au début du mois de juin. Les chiffres relatifs à des homicides sur la personne de civils dont font état les organisations non gouvernementales sont bien plus élevés.

Les deux organisations de défense des droits humains ont appelé les deux parties à tenir leurs engagements concernant la sécurité du personnel humanitaire et à étendre ces garanties à tous les civils en Aceh, afin de protéger leurs droits fondamentaux.

Complément d'information

Les 18 et 19 octobre doit se tenir à Tokyo la réunion annuelle du *Consultative Group on Indonesia* (CGI, Groupe consultatif sur l'Indonésie), groupement des gouvernements donateurs sous l'égide de la Banque mondiale. Le président de la Banque mondiale,

James Wolfensohn, a sommé l'Indonésie de neutraliser les milices pro-indonésiennes opérant au Timor occidental avant l'ouverture de la réunion. Cette mise en garde fait suite au massacre, au début du mois de septembre, de trois employés d'origines diverses par des miliciens dans les locaux du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Atambua, au Timor occidental. Toutes les opérations humanitaires et de rapatriement pour les quelque 100 000 Timorais de l'est réfugiés au Timor occidental ont été suspendues depuis ce triple assassinat ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 20 7413 5566, ou Human Rights Watch, à New York, au 1 212 216 1207. Consultez notre site web :

<http://www.amnesty.org>